

Incendies de forêt en France

Point d'information sur le patrimoine forestier de Vatel Capital

À ce jour, aucune des forêts gérées par Vatel Capital n'est concernée par les incendies en cours.

Face aux nombreux incendies de forêt observés actuellement en France, nous souhaitons informer et rassurer nos souscripteurs sur la situation du patrimoine forestier des fonds gérés par Vatel Capital.

Le risque incendie constitue un enjeu majeur pour la forêt française et son évolution doit être intégrée à la stratégie de gestion et de constitution du patrimoine forestier.

Une stratégie fondée sur la diversification

La situation actuelle résulte notamment de notre stratégie de constitution du patrimoine, fondée sur une diversification géographique. Les forêts présentes dans le portefeuille sont réparties sur l'ensemble du territoire national, à l'exception du sud-est et du sud-ouest de la France, deux zones que nous avons identifiées comme particulièrement exposées.

Nous veillons également à diversifier les essences forestières, feuillus et résineux, afin de renforcer la résilience des massifs face aux différents aléas climatiques. Chaque forêt est entretenue dans le cadre d'un plan simple de gestion et fait l'objet d'un suivi régulier par nos gestionnaires forestiers, présents au plus près du terrain et particulièrement attentifs durant les périodes à risque.

Enfin, toutes les forêts sont couvertes par une assurance prenant notamment en charge le risque incendie. Nous poursuivons une surveillance attentive de nos forêts et restons pleinement mobilisés pour préserver durablement le patrimoine forestier.

ÉCLAIRAGE SCIENTIFIQUE

Le CNRS a publié un rapport d'étude le 28 mai 2026 intitulé Résilience des interfaces urbaines face aux incendies de végétation en contexte de changement climatique, disponible au téléchargement ([lien](#)) sur le site du Ministère de la Transition Ecologique.

Ce que montre l'étude du CNRS

Ce document est à la fois prémonitoire et intéressant à connaître du fait des solutions mises en œuvre lors des incendies qui ont affecté de nombreuses régions françaises depuis le début de l'année.

Voici quelques-uns des points principaux qui ont été traités et les réponses aux différentes questions qui se posent.

Les principaux enseignements

- **97 %** des incendies en Europe sont directement ou indirectement d'origine humaine.
- **Les pertes économiques** annuelles liées aux feux ont augmenté de 360 % entre 2015 et 2024 dans les pays de l'OCDE.
- **La surface forestière** a été multipliée par deux en France depuis le XIXe siècle, dont +10 % en 40 ans.
- **De 2008 à 2024**, l'urbanisation a consommé près de 300 000 ha d'espace agricole, naturel ou forestier en France. Corrélativement, l'étalement urbain et la déprise agro-pastorale contribuent à l'augmentation des risques.
- **Le risque d'incendie** augmenterait de 20 jours par an dans une large partie de la France à la fin du siècle et la saison des feux s'allongerait sur 90 % du territoire en métropole, à + 4 °C
- **Anticiper** le basculement vers l'incendie extrême reste un défi majeur pour les stratégies d'évacuation, en intégrant la détection de signaux précurseurs et des facteurs spécifiques.

Un risque qui évolue dans l'espace et dans le temps

L'étude souligne que les territoires historiquement moins concernés peuvent eux aussi connaître une augmentation de leur niveau de vigilance incendie. La diversification géographique du patrimoine constitue donc un axe essentiel de la gestion du risque.

COMPRENDRE LE RISQUE

Les questions essentielles

Pourquoi les interfaces entre les villes et les espaces naturels sont-elles centrales ?

Les zones à risque sont en forte expansion du fait de l'étalement urbain et de la déprise agricole. Elles incluent également les zones commerciales et les infrastructures où s'entremêlent parcelles agricoles, îlots de végétation, habitat dispersé et friches. En France, un modèle « unifié » de cartographie est en cours de validation afin de mieux évaluer le risque global.

Quels facteurs contribuent à l'aléa incendie et aux phénomènes « extrêmes » ?

Outre les concentrations de population et d'infrastructures, les sécheresses et la continuité des végétaux, horizontale comme verticale, favorisent le risque incendie. De faibles écarts peuvent ensuite faire basculer une prévision d'extinction rapide vers un événement majeur. Si l'indice forêt-météo constitue, en France, une base opérationnelle robuste, l'objectif est également d'identifier la propension d'un incendie à devenir extrême.

Quelles sont les conséquences écologiques, sociales et économiques des incendies ?

Si le feu fait partie du fonctionnement de nombreux écosystèmes et a contribué à les structurer, les incendies intenses ou répétés peuvent dégrader durablement les sols, notamment par érosion, ainsi que les milieux. Au-delà des pertes humaines observées dans plusieurs pays, les incendies peuvent entraîner des effets durables en cascade, au-delà même de la zone directement incendiée.

Le changement climatique et l'évolution des territoires modifient-ils le risque incendie ?

En France, la déprise agro-pastorale favorise l'enfrichement. À ces accumulations de végétaux combustibles s'ajoute l'étalement urbain, notamment avec l'habitat pavillonnaire. Le changement climatique augmente enfin la probabilité des grands incendies. Les projections de l'indice forêt-météo indiquent que les incendies extrêmes deviendront plus fréquents, y compris dans le nord de la France historiquement peu concerné, avec un allongement des saisons de feu.

À la fin du siècle, la durée annuelle de vigilance incendie devrait augmenter de plus de 20 jours sur une grande partie du territoire.

PRÉVENTION ET GESTION

Quelles solutions pour réduire le risque ?

Le rapport du CNRS identifie plusieurs leviers permettant de réduire le risque avant l'incendie. Ces mesures concernent notamment la gestion de la végétation, l'aménagement des bâtiments et l'organisation de la prévention.

- **La gestion des combustibles** : réduire régulièrement la charge de végétaux et rompre leur continuité sur une distance de 30 à 100 m, soit environ 1,5 à 3,5 fois la hauteur de la végétation, en raison du rayonnement et de la hauteur des flammes.
- **L'évolution du bâti** : utiliser des matériaux plus résistants, protéger les ouvertures, éloigner les combustibles artificiels et, lorsque cela est pertinent, mettre en place des dispositifs d'aspersion ou de retardateurs de feu.
- **La réglementation** : en France, les Plans de Prévention du Risque Incendie de Forêt imposent la régulation de l'urbanisation et la sécurisation des constructions. Le suivi de leur mise en œuvre constitue un enjeu important.
- **L'assurance** : les analyses économiques montrent l'intérêt d'un système d'assurance combinant assurance privée, notamment par le recours à des assureurs ou réassureurs. En France, en 2026, l'incendie est assurable et n'est pas inclus dans le régime d'indemnisation des catastrophes naturelles (dit « Cat-Nat »).

DONNÉES ET PROJECTIONS

Évolution du nombre de jours à risque élevé d'incendie

La figure ci-dessous compare, à gauche, le nombre de jours par an présentant un risque élevé d'incendie (indice forêt-météo > 30) sur la période historique 1979-1998 et, à droite, l'augmentation attendue de ce nombre entre cette période et la fin du siècle (2079-2098), selon une projection sans réduction des émissions.

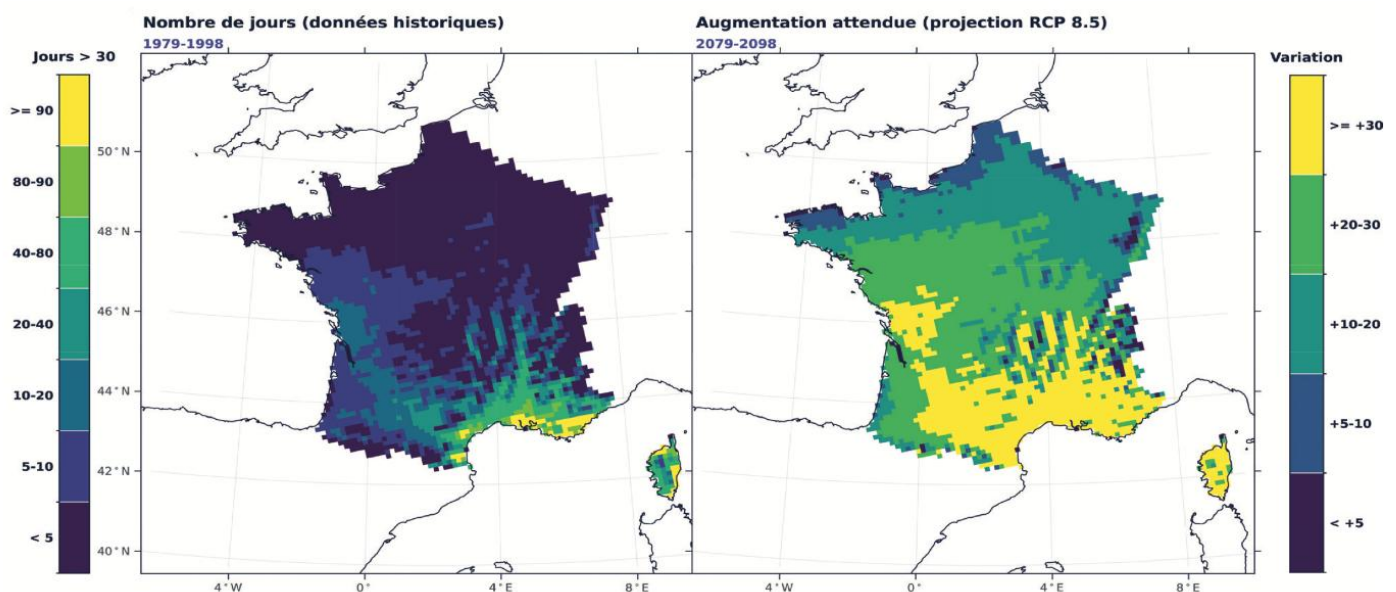


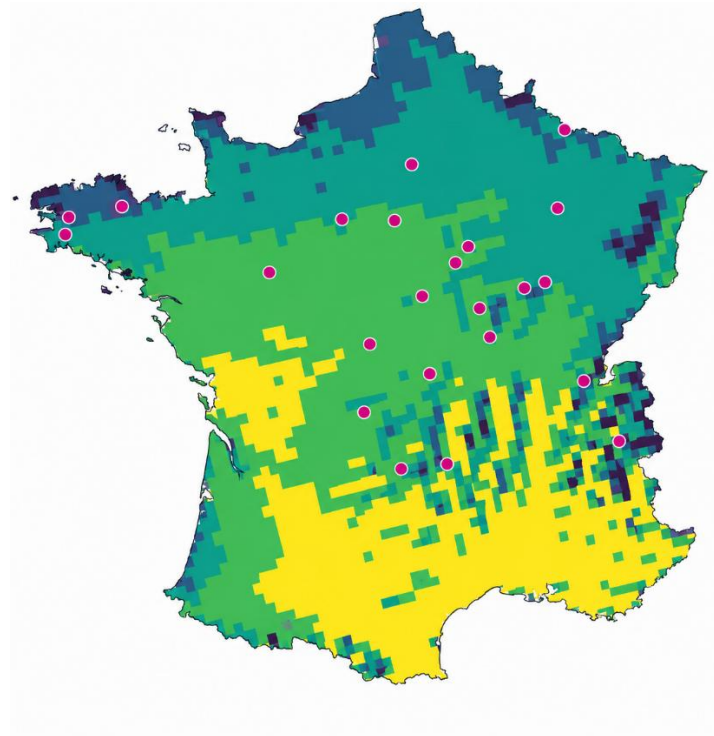
Figure : à gauche, nombre de jours par an à risque élevé d'incendie (indice forêt-météo > 30) pour le climat historique (1979-1998). À droite, augmentation attendue entre cette période et 2079-2098 selon la projection sans réduction des émissions.

Une conséquence pratique pour Vatel Capital

La lecture de ces projections constitue un élément supplémentaire dans notre approche de sélection des forêts. Les cartes illustrent les zones de risque à venir à l'horizon de la fin du siècle. Vatel Capital évitera ainsi d'acquérir, pour les GFI et la Foncière Forestière, des forêts situées dans les zones cartographiées en jaune sur la carte de projection.

Projection de l'évolution du risque incendie en France à l'horizon 2100 – Localisation des forêts gérées par Vatel Capital sur la cartographie du CNRS (points violets)

 Forêts gérées
par Vatel Capital



>= +30

+20-30

+10-20

+5-10

< +5

À noter que certaines forêts apparaissant en bordure des zones identifiées comme sensibles aux incendies sont situées en altitude. Ces peuplements bénéficient de conditions climatiques plus fraîches et généralement plus humides, limitant leur exposition au risque incendie malgré leur proximité géographique avec des secteurs à risque élevé.

L'évolution du risque incendie impose une vigilance et une adaptation progressive des stratégies forestières. Pour Vatel Capital, cette vigilance repose notamment sur la poursuite de la diversification géographique du patrimoine, la sélection des acquisitions, la diversification des essences, l'entretien des massifs, le suivi par les gestionnaires forestiers et la couverture d'assurance.

Notre position

Le risque incendie doit être pris en compte dans la gestion d'un patrimoine forestier. Il ne peut être supprimé, mais il peut être anticipé et intégré aux décisions d'investissement et de gestion. La diversification du patrimoine et la sélection des territoires constituent à ce titre des leviers essentiels.

Avertissement : Ce document est fourni à titre informatif et ne constitue pas une offre commerciale ni un conseil en investissement. Il est rappelé que tout investissement dans un fonds forestier comporte des risques, notamment un risque de perte en capital, ainsi qu'un risque de liquidité lié à la nature de l'investissement forestier. Ces risques peuvent notamment résulter des aléas climatiques, sanitaires ou liés au marché du bois. Il appartient à chaque investisseur de s'assurer que l'investissement correspond à sa situation personnelle, à ses objectifs et à son profil de risque, dans le cadre d'un conseil avisé.